

Elargissement aux Balkans: match remis à l'an prochain

UE Un feu vert aux négociations d'adhésion différé et soumis à de strictes conditions

► Les Vingt-Huit ont tracé « le chemin » pour l'ouverture des négociations d'adhésion de l'Albanie et la Macédoine en juin 2019.

► A la condition expresse de nouveaux progrès sur la voie des réformes.

Ce n'est qu'un incident lors d'un match de football. Mais il en dit long sur les tensions persistantes dans les Balkans occidentaux, où le spectre de l'ultranationalisme rôde toujours, alors que la région est convoitée par d'autres puissances, Russie, Chine, Turquie... C'est dans ce contexte lourd de menaces, que les ministres en charge des Affaires européennes réunis mardi à Luxembourg étaient appelés à décider – obligatoirement à l'unanimité des Vingt-Huit ! – s'il fallait, oui ou non, entrouvrir les portes de l'Union européenne à l'Albanie et à la Macédoine.

L'incident, vendredi dernier, a vu des joueurs suisses d'ascendance kosovare célébrer d'inquiétante façon leurs buts au Mondial contre la Serbie, l'ex-mère patrie de cette ancienne province très largement albano-phonie : en mimant l'aigle à deux têtes, symbole évident (et déjà sanctionné par la Fifa) de la « Grande Albanie ». Soit le projet de réunifier les Albanais d'Albanie, du Kosovo, d'une partie de la Macédoine : la recette « par-

faite » pour rallumer le feu des guerres balkaniques. Les fans de l'équipe serbe ne s'étaient d'ailleurs guère montrés plus modérés...

« La situation géopolitique actuelle dans les Balkans occidentaux appelle à soutenir une perspective européenne pour l'Albanie et la Macédoine et non à postposer celle-ci », exhortait à son arrivée au Conseil des ministres le grec Nikos Kotzias. A la mi-avril, la Commission européenne recommandait aux Etats membres de donner leur feu vert à l'ouverture de négociations d'adhésion avec l'Albanie et la Macédoine, déclarés « candidats » en 2014 pour le premier et depuis 2005 pour le second. Des « recommandations claires et nettes », soulignait le Luxembourgeois Jean Asselborn. L'exécutif européen jugeait, sur base de critères objectifs, ces deux pays suffisamment en ordre de marche pour entamer ce très long processus. Même si de nouveaux progrès et réformes étaient jugés nécessaires pour aboutir.

Un sommet organisé un mois plus tard à Sofia avec les pays de la région avait cependant déjà montré qu'une vaste majorité d'Etats membres n'était pas très enthousiaste à l'idée d'un nouvel élargissement de l'UE. Un épouvantail facilement agité par les populistes et extrémistes de tous poils, prêts à fondre sur le Parlement européen au prochain scrutin de mai 2019... Le président français Macron, en particulier, qui a fait de la réforme de l'UE son cheval de bataille, ne veut pas entendre parler d'élargissement

tant que l'UE ne s'est pas accordée sur un nouvel « approfondissement » : une refonte de l'Europe dans son périmètre actuel.

La peur du populisme

« Je sais que certains pays ont peur du populisme mais on ne peut pas pas gagner contre le populisme en reculant », a encore déclaré le ministre grec à Luxembourg. Kotzias est un voisin de la région, soucieux de voir l'Union envoyer le bon signal et saluer en particulier l'accord historique conclu le 17 juin entre Athènes et Skopje. La Grèce et la Macédoine ont fini par résoudre une querelle vieille de plus d'un quart de

siècle, qui portait sur le nom de l'ancienne république yougoslave de Macédoine. Ce sera la « Macédoine du Nord »... pour autant que le Parlement macédonien avalise une réforme constitutionnelle et que la proposition soit acceptée par référendum – le Premier ministre pro-européen Zoran Zaev a déjà promis de démissionner en cas de victoire du « non », tandis que le président Ivanov (nationaliste) refuse déjà de signer le deal – encore fragile.

A Luxembourg, trois pays ont persisté à tirer sur le frein, déterminés à renvoyer la décision à plus tard : France, Pays-Bas et

Danemark. « Les deux pays ont fait des progrès, mais ils n'y sont pas encore », juge le Néerlandais Stef Blok. L'Allemagne était quant à elle « prête à donner son feu vert aujourd'hui ». La discussion s'est éternisée... pendant dix heures. Des conclusions ont finalement été adoptées en soirée. C'eût été « une erreur politique de

ne pas prendre de décision », avertissait Asselborn à son arrivée au Conseil, salué par les Néerlandais pour sa contribution au compromis final.

Les Vingt-Huit ont décidé de ne pas suivre la recommandation de la Commission... dans l'immédiat. Mais pour ne pas rester silencieuse et laisser la région seule en proie à ses vieux démons, les Etats membres sont convenus « de définir le chemin vers l'ouverture des négociations en juin 2019 », après le scrutin européen. Avec une entrée dans le vif du sujet (le vrai début des pourparlers) « pour la fin 2019 ».

Ce chemin est cependant... semé d'embûches. La Macédoine et (plus encore) l'Albanie sont sommées d'encore progresser d'ici l'été prochain sur la voie des réformes (judiciaire, lutte contre la corruption, le crime organisé, etc.). Ces progrès, jaugés par la Commission, seront alors évalués par le Conseil, avant un feu vert définitif. Toujours à l'unanimité ! ■

PHILIPPE REGNIER

AVEC LA TURQUIE

« Au point mort »

Les Européens ont décrété mardi que la négociation d'adhésion avec la Turquie était « effectivement au point mort », alors que ce pays « s'éloigne de plus en plus » de l'UE, selon les conclusions des ministres à Luxembourg. Ils ajoutent qu'« aucun nouveau chapitre (des 35 que compte la négociation) ne peut être envisagé pour l'ouverture ou la fermeture ».

PH. R.